

Le faux malheur séculaire de l'Espagne

Manuel Tuñón De Lara



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/470>

DOI : 10.4000/bhce.470

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 207-212

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Le faux malheur séculaire de l'Espagne », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/470>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Le faux malheur séculaire de l'Espagne

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Le faux malheur séculaire de l'Espagne », revue *Esprit*, n° 242, septembre 1956, p. 242-254.

- 1 Certaines idées trouvent pour s'emparer des esprits les moins conformistes une sorte de cadence monotone et tenace qui leur assure plus que le succès : on y croit. C'est ainsi qu'avec des intentions bien différentes et sur des tons divers – satisfaction ou pitié, orgueil patriotique ou même souci social– on va répétant partout : « L'Espagne est pauvre. Ce pays n'a rien. Un désert avec une frange de vergers. Que voulez-vous faire ? » Et de hausser les épaules, avec un mouvement de la main appris de l'autre côté des Pyrénées.
- 2 Dans cette affirmation devenue lieu commun, qu'y a-t-il de vrai ? C'est la pauvreté des hommes d'Espagne qui fait croire à la pauvreté du pays. Croyance suspecte, tantôt voulue, tantôt naïve. Il faut considérer les données objectives de la question. Certes, la faim en Espagne est « à la vue ». Elle s'y tient depuis des siècles. Faim qui trouve son expression littéraire constante : Don Quichotte, le Buscón Juan Pablos, les *cesantes*, fonctionnaires en attente des romans de Galdós, héros de *La Busca* de Baroja.
- 3 Mais cette misère contre quoi s'enrage la colère quotidienne de l'Espagnol n'est pas une malédiction divine, ni même un ordre de la nature. Ce sont les rapports humains qui l'ont créée. Et pour parler en termes d'économie, disons qu'elle résulte plutôt d'une mauvaise distribution du revenu national que de la carence de ce revenu lui-même. Pendant des siècles, les Espagnols se sont bercés de l'idée naïve que leur pays se présentait comme un nouveau paradis. Saint- Isidore chantait la fertilité du sol hispanique et au XIII^e siècle, Alphonse X, *el Sabio* disait, dans sa *Chronique générale*

d'Espagne, que « parmi toutes les terres du monde, l'Espagne a abondance extrême et qualité plus que toute autre ».

- 4 Cette légende qui, dans le premier quart de ce siècle, faisait encore la science des écoles espagnoles devait rencontrer comme sur un champ de bataille la réalité terrible des faits. On édifia alors une thèse contraire. La génération de 1898 regarde et découvre la steppe de Castille. Unamuno parle de l'indigence d'Espagne. On prend brusquement conscience de cette évidence cruelle. On se montre sincère et courageux. Mais il y a toujours des gens pour vicier l'esprit des choses. Très vite, on justifie la faim par la pauvreté. On invente la théorie de l'infrastructure espagnole, qui commande la pauvreté du pays. L'économiste Ramón Perpiñá la développe¹. M. Velarde se sert de l'orographie et du climat pour expliquer les malheurs économiques de l'Espagne et son échec économique dans la colonisation américaine. La même argumentation est répétée, avec un grand luxe de précisions géographiques, par M. Plaza Prieto².
- 5 La floraison de ces doctrines va de pair avec l'exaltation de la faim comme force créatrice par l'écrivain phalangiste Giménez Caballero (« Les grands empires ont été faits par des gens qui supportaient la faim »), et avec le slogan officiel qui accuse « un siècle funeste de libéralisme ». Certains, comme Fernández Carvajal, usent d'un argument dont on dirait ironiquement en espagnol qu'il a passé une nuit blanche : tout provient, disent-ils, de l'irrationalité de l'Espagnol. À les en croire, la faim et la pauvreté ne seraient qu'affaire de mentalité nationale. Toutes ces thèses ont ceci de commun qu'elles présentent l'Espagne comme un pays condamné à la pauvreté. Le but, voulu ou involontaire, est évidemment d'innocenter les hommes et les classes qui, pendant des siècles, ont eu la responsabilité du destin espagnol.
- 6 Ce genre de problèmes impose la servitude d'une certaine méthode et le recours à quelques précisions. Nous voici donc dans l'obligation de constater la pauvreté de l'homme espagnol moyen. Nous verrons ensuite si ce fait qu'il nous faut admettre découle d'un impératif de la nature ou résulte d'un certain style de rapports entre les hommes. Il faudra nous demander comment il se peut que des richesses considérables aient pu être amassées dans ce milieu pauvre et si la réalité nationale ne permet pas d'envisager un avenir plus encourageant.
- 7 Ce fait indéniable, la faim de l'Espagnol moyen, a été observé récemment par la revue catholique *Pax*. Une enquête minutieuse sur la façon de se nourrir des familles ouvrières a permis de fixer les chiffres suivants : ensemble de calories, 2 700 ; protéines, 81 grammes ; graisses, 82 ; hydrates de carbone, 407.
- 8 On sait que le minimum théorique pour vivre est par personne et par jour de 3 000 calories, 90 grammes de protéines, 82,6 de graisses et 415 d'hydrates de carbone.
- 9 Les travaux de Grande Covián avaient déjà permis d'établir que la richesse en calories de l'alimentation d'un ouvrier espagnol n'atteignait que le chiffre de 2 760. Mais ces recherches ont je ne sais quoi de vain. Il suffit de voir manger le maigre *cocido* des ouvriers madrilènes ou le pain frotté d'ail trempé d'huile (parcimonieusement !) des paysans andalous. Non sans raison, l'historien de l'économie Carande remarque que la sobriété espagnole n'est pas déterminée, comme dans les pays puritains, par l'épargne qui aboutit aux investissements, mais simplement par la faim. Prenons pour exemple le *cocido* qui, en 1900, coûtait à Madrid, 2 pesetas 10 pour une famille. Aujourd'hui un *cocido* de la même qualité – pour ne pas parler de la quantité ! – coûte plus de vingt pesetas. Dans le même temps, le salaire d'un ouvrier métallurgiste madrilène est passé de 3,50 à 28,82 pesetas. En 1925, pour acheter un kilo de viande de bœuf, un maçon de

Madrid devait travailler quatre heures. Il doit aujourd'hui consacrer à l'achat du même pot-au-feu sa journée de huit heures. Pour se procurer un kilo de riz, il devait travailler une heure. Il doit en passer deux et demie aujourd'hui. En somme, et pour ne pas user davantage de chiffres, disons que selon les statistiques officielles les indices « pondérés » des prix sont huit fois ceux de 1936, tandis que le cours des salaires n'est monté que de quatre fois. Cette condamnation à une pauvreté nouvelle vient-elle bien de la nature ?

- 10 Et même, puisqu'on invoque la nature, n'est-ce pas plutôt l'homme d'Espagne qui pendant des siècles a abusé d'elle ? On déboise le plateau castillan, on épuise les terres fertiles, leurs gisements fabuleux, ceci pendant des siècles et au profit de qui ? Le pillage (le mot n'est pas trop fort) de la nature suffit aux maîtres d'hier et d'aujourd'hui.
- 11 Dans l'histoire d'Espagne, le cas de la Mesta est très significatif. La Mesta, protégée par le pouvoir royal depuis le xv^e siècle, était une organisation (noblesse et clergé) qui, au profit de ses troupeaux immenses, a gêné le développement de l'agriculture dans tout le pays. Exportée, la laine de ces troupeaux ne sert pas à l'industrie nationale. Les ventes pour la France, les Flandres, l'Angleterre, étaient centralisées à Burgos où un Consulat fut créé à cet effet en 1494. Dans leur folie impériale et contre-réformiste, Carlos I et Philippe II favorisent l'élevage aux dépens de l'agriculture, celui-ci exigeant moins de bras que celle-là, ce qui leur permet de recruter un plus grand nombre de soldats pour leurs guerres. L'entente entre les aristocrates espagnols de la Mesta et les marchands florentins et génois a été démontrée par Jules Klein dans son ouvrage sur la Mesta. Cette alliance avait pour but d'établir des prix qui ruinaient les petits propriétaires de bétail. Cette opération antinationale entraînait une seconde aussi grave : elle privait l'industrie espagnole de sa matière première. Les hobereaux andalous, à qui la Reconquête avait accordé d'immenses territoires (les Osuna, Fernán Núñez, Medinaceli) ne font pas cultiver leurs latifundia, ou alors se désintéressent des méthodes d'arrosage et d'engrais. Dans ces conditions, l'exploitation devenait coûteuse. Si bien que, de nos jours encore, dans ces régions, il est de bonne agriculture de laisser tous les trois ans les terres en jachère (*barbecho*). Le mot a son importance et sa fréquence dans la littérature espagnole. Même cultivées de manière préhistorique, ces terres fournissent, de par leur étendue, des revenus plus que suffisants pour leurs quelques propriétaires. Mais par contre-coup, la faim s'installe comme une constante dans la vie de l'Espagnol moyen. Cet égoïsme de classe se manifeste également dans la question des investissements. Pendant de longues années, l'abondance de la main-d'œuvre assure un taux de profit qui ne rend pas nécessaire l'accroissement du capital fixe. En plein xix^e siècle, ce sont les Français qui investissent leurs capitaux dans les chemins de fer, les mines, etc. D'après les documents publiés en 1951 par l'Institut national de statistique espagnol, l'investissement par personne employée dans l'industrie s'élève à 262 dollars. Aux États-Unis, les experts estiment que cet investissement doit être de 2 000 dollars par personne employée. En 1943, le revenu national a été de 51 712 millions de pesetas et l'ensemble des investissements de 8 463 millions. En 1954, le revenu national a été de 252 332 millions (compte tenu de la dévaluation de la monnaie) tandis que les investissements ont seulement atteint le chiffre de 34 343 millions, et encore, seuls 52 % étaient des investissements privés, le reste venant de l'état !³ Ces précisions donnent une idée de l'égoïsme des groupes minoritaires qui ne se soucient aucunement des besoins économiques du pays. Quand on sait qu'en Espagne, pays agraire⁴, les investissements agricoles ne représentent que

13 % de la totalité et que l'industrie légère doit travailler avec un outillage vieux de trente ans, on comprend l'anarchie dans laquelle les puissants entretiennent leur pays pour son plus grand malheur. Certes, la *question* est complexe. On observe les oscillations du revenu agricole qui, en 1955, atteint seulement 83 % de celui de 1929. On parle de sécheresse, de mauvaises récoltes. On se plaint, avec un désespoir digne de celui des Pharaons au temps des sept fléaux. Mais pourquoi les engrais manquent-ils ? Pourquoi l'irrigation n'existe-t-elle pas ? Pourquoi travaille-t-on comme au temps des Rois catholiques ? À qui la faute si les fermiers, les métayers, les ouvriers agricoles sont mal nourris, mal vêtus, sans l'espoir de vivre jamais dignement ? Un haut personnage du régime disait, il y a quelques mois : « En Espagne, tout le monde fait la grève perlée ». Une population qui se voit refuser le droit à l'espoir fera toujours ce genre de grève, si elle ne risque des gestes plus dramatiques encore.

- 12 La situation n'est pas nouvelle, même si elle s'est aggravée actuellement. Déjà en 1837, Mendizábal, en décrétant la *desamortización* (vente des biens et des propriétés appartenant à l'église, aux communautés religieuses et municipales), donnait aux riches une occasion nouvelle de s'enrichir, d'agrandir leurs domaines latifundaires en achetant les terres mises en vente avec les bons de la Dette publique qu'ils possédaient déjà. Pendant la Première Guerre mondiale, le commerce extérieur espagnol se trouve dans une situation privilégiée. La Banque d'Espagne porte ses réserves en or de 567 millions à 2 223. Voici, pour les années de la Première Guerre mondiale, une statistique des profits de la banque privée et de leur pourcentage par rapport au capital investi :
- 13 Ces profits de la banque vont de pair avec une baisse du pouvoir d'achat. Et de plus, ils ne provoquent nullement une augmentation des investissements, limités pour la plupart au renouvellement de l'outillage industriel et au rachat des chemins de fer, jusque-là propriété française. De nos jours, ce processus se poursuit. On sait que la presque totalité du capital des sociétés anonymes (91 678,5 millions, au 31 décembre 1954) passe sous le contrôle des six grands groupes bancaires qui tiennent l'économie industrielle et commerciale du pays. En 1955, les profits de la Banque Centrale augmentent de 70 millions, ceux de la Banque de Biscaye de
- 14 81 millions, la Banque Industrielle et Mercantile (dirigée par le phalangiste Salgado et à laquelle ne sont pas étrangers les intérêts de MM. Juan March et Nicolás Franco) avait une hausse des profits de 25 % et les « Manufacturas Metálicas Madrileñas » (du même groupe bancaire, et qui a profité de la plupart des commandes *off shore*) avaient fait des bénéfices neuf fois supérieurs à ceux de 1950. Cependant, les salaires et les traitements n'avaient pas bougé et l'industrie légère se trouvait dans l'impossibilité de renouveler son outillage. D'après la revue officielle *Textil*, la consommation de tissus de coton était en 1954 de 1,6 kg par personne contre 3,7 kg à l'époque de la République. Aussi paradoxal que cela paraisse, l'Espagne est un pays où coexistent richesse et pauvreté, s'ignorant l'une l'autre.
- 15 Depuis des siècles, la structure espagnole est restée immuable. La révolution industrielle ne se fait qu'en quelques points du littoral. Car aux anciens seigneurs de la terre sont venus se joindre les financiers. Les rapports humains, en fait, ne changent pas. Le *señorito* ou son *administrador* vient chaque matin, sur la place blanche et ensoleillée du village andalou, embaucher pour la journée les hommes silencieux qui acceptent la grâce de travailler pendant les récoltes. Le contraste que l'œil saisit entre les gratte-ciels de Madrid et les taudis de Carabanchel, entre la ville moderne et les

terres jaunes qui l'emprisonnent, n'est pas là pour émouvoir ou plaire. On surprend là l'image même de la vieille armature économique et humaine.

- 16 Pour poser honnêtement la question de la pauvreté espagnole, il faudrait commencer par faire l'inventaire de la richesse nationale et montrer comment elle se répartit entre quelques centaines de familles. En attendant que soit fait ce travail délicat, passons simplement en revue les forces latentes de la richesse espagnole.
- 17 On connaît la puissance possible de la Péninsule en énergie hydro-électrique : environ 6 000 000 kwh. Une preuve en a d'ailleurs été donnée par le développement récent de la production électrique, encouragée par l'augmentation des tarifs et la demande de l'industrie. On a souvent décrit les difficultés espagnoles en ce qui concerne le charbon, dont la qualité ne serait pas excellente. Cependant, des gisements à peine exploités et de haute teneur existent dans les régions de Léon et d'Aragon, gisements qui justifieraient l'installation d'un système moderne d'extraction et de transports susceptible de faire baisser le coût de production trop élevé. L'avidité des compagnies étrangères a à peu près épuisé un bon nombre de gisements de fer et de cuivre, mais la richesse en pyrites demeure incalculable. Selon les conclusions du XVI^e Congrès international de géologie, l'Espagne posséderait 60 % des réserves mondiales de pyrites. Il faudrait que l'industrie espagnole pût bénéficier directement de la présence de ces pyrites, en les traitant sur place au lieu de les destiner à une exportation immédiate.
- 18 Pour le mercure, l'Espagne possède le gisement le plus important du monde. Les Parisiens se souviennent de la fontaine de mercure qui se trouvait au pavillon espagnol à l'Exposition internationale de 1937. D'après les recherches faites ces tout derniers temps en Andalousie et dans la région des Pyrénées, les réserves en uranium seraient d'une importance capitale. L'Espagne se trouve parmi les premiers producteurs de potassium et on pourrait allonger la liste de ses richesses. Si l'Espagne n'est pas le paradis doré dont rêvait Alphonse X, elle est loin d'être la terre nue qui, selon un dicton de Castille, n'habille pas son habitant et ne le nourrit que tous les deux ans. Fausse sagesse qui enregistre simplement que les terres sont en jachère, sans se douter qu'elles peuvent être cultivées. En 1931, 33,29 % des terres recensées (huit provinces seulement sur une cinquantaine avaient pu l'être) étaient constituées de propriétés dépassant 250 hectares et 10 % dépassant 100 hectares. Les terres distribuées aux paysans par la République (la plupart par le décret du 6 octobre 1936) ont été rendues à leurs anciens propriétaires et la situation n'a pas changé. Le système de propriété continue à être celui qu'a créé la Reconquête.
- 19 Dans ces conditions, faut-il s'étonner que le blé, qui est à la base de l'alimentation nationale et qui occupe 20 % de la surface cultivée, soit d'un rendement si bas ? Joaquin Bosque⁵ précise que « le système de culture est trop extensif en raison du sol et du climat, mais aussi à cause du manque de mécanisation, de l'emploi trop rare des semences sélectionnées, et de la prépondérance de la grande propriété ». Si l'on ajoute que l'on n'utilise pas d'engrais industriels et que dans certaines régions du Nord le phénomène inverse de la grande propriété, la division extrême des terres, entrave à son tour la production, on aura une idée de ce que peut être la production agricole espagnole. Les vignobles et les orangeries, deux sources vitales de la richesse espagnole, ont un rendement moindre depuis les années 1931-1935, tandis que, pour le riz et la betterave sucrière, l'Espagne enregistre une crise de surproduction. Le pouvoir d'achat trop bas de la population et la grande pitié d'un commerce extérieur soumis à des préjugés politiques en sont les causes directes.

- 20 Le sujet est inépuisable. Qu'on parle coton, huile, bétail, fruits, bois, les données sont les mêmes : production irrationnelle, sans rapport avec les besoins du marché, méthodes archaïques d'exploitation, manque d'intérêt tant du côté, des travailleurs que du côté des propriétaires, bien que pour des raisons inverses. Pour aller jusqu'aux racines du problème, que l'on enregistre les précisions établies par les services officiels espagnols sur des bases aussi peu suspectes que celles des impôts sur la propriété rurale : 8 % des contribuables possèdent 72 % du revenu agricole de toute l'Espagne⁶.
- 21 Les effets de toutes ces difficultés ne se font pas sentir seulement à l'intérieur. L'Espagne se trouve désavantagée sur le marché commercial extérieur. Les oranges, les vins, l'huile, les minerais bruts font le gros de l'exportation d'un pays qui doit vendre pour acheter les machines, les produits industriels, le pétrole, et certaines matières premières (coton, pâte à papier) dont il a besoin. Il s'agit bien d'un commerce extérieur semi-colonial. En effet, l'Espagne exporte des matières premières dont la demande mondiale est très élastique, tandis qu'elle doit importer des produits de demande rigide. D'ailleurs, le décalage entre les prix industriels et les prix agraires dans le monde entier rend plus désavantageuse encore la situation de l'Espagne sur le marché mondial. Et ses prix sont enflés artificiellement par les oligopoles de son commerce extérieur (tels la Compañía Exportadora Española, les Aceites Carbonell, etc.).
- 22 Il serait naïf d'attendre un coup de baguette magique pour remédier à cet état du commerce extérieur espagnol qui tient à des structures anachroniques. On dira, non sans raison, que seule une réadaptation de la production à la consommation intérieure et une industrialisation nationale pourraient guérir le mal. Mais la situation s'aggrave du fait de la politique extérieure de guerre froide et de l'assujettissement à une grande puissance. Les surplus américains reçus comme une aide providentielle, ne remplacent pas l'outillage nécessaire à la production des biens de consommation. Les devises sont dépensées pour importer du pétrole. Il serait possible de libérer le pays du drame permanent dû au manque de devises, en échangeant des produits agricoles avec les pays intéressés à vendre des produits industriels. L'esprit de « croisade » a rendu impossible jusqu'à présent cet épanouissement pourtant naturel du point de vue de l'économie du commerce extérieur. Mais un vigoureux courant d'opinion en sa faveur se dessine dans les milieux d'affaires.
- 23 Il nous faut, cependant, examiner ici la raison invoquée le plus obstinément pour présenter la pauvreté de l'Espagne comme une vocation séculaire. Cette raison « passe-partout », c'est ce qu'on ne peut pas circuler facilement en Espagne, à cause des chaînes de montagnes qui séparent les plateaux centraux de la périphérie. Aussi MM. Perpiñá, Plaza, versent-ils des larmes, apparemment légitimes, sur le malheur espagnol.
- 24 De fait, la construction des chemins de fer et des routes est coûteuse, et les voies fluviales naturelles sont à peu près impraticables. Il est difficile d'équilibrer les expéditions de marchandises entre le centre et le littoral, ce qui rend moins rentables les moyens de transport. Mais est-ce bien la faute au Bon Dieu ? L'Espagne possède un système radial de voies de communications qui date du milieu du xix^e siècle et qui, établi sous le règne d'Isabelle II, semble encore inspiré par Philippe II. La plus grande ignorance du coût d'exploitation et du rôle économique des chemins de fer a présidé à l'élaboration du plan ferroviaire espagnol. L'irresponsabilité économique des dirigeants (politiques et financiers) a été démontrée par le temps qu'il fallut pour construire la voie ferrée de Valence à Utiel. Jamais on n'a réussi à faire qu'un train aille directement de Valence à Madrid sans passer par Albacete. Actuellement, le charbon de

Turmaleo et Cangas de Narcea (Asturias) doit être transporté par camions dans les ports, tandis que la plus grande partie du charbon et du minerai de fer de la région de Ponferrada est expédiée à des prix astronomiques par une voie qui s'amuse à faire de grands détours. Tout ceci, parce que le chemin de fer de Villablino à la mer Cantabrique, vital pour ce pays minier, n'est pas encore terminé. On pourrait malheureusement multiplier à l'infini les exemples.

- 25 Il faut reconnaître que les esprits étaient peu préparés à poser des problèmes économiques, lorsque les premiers plans du réseau ferroviaire furent tracés. L'état arriéré de la production et du commerce, le caractère semi-féodal du pays n'avaient pas permis que se crée un véritable marché national. Dans d'immenses régions, on vivait encore dans l'austérité autarcique propre au Moyen-Âge. Le pouvoir d'achat trop bas des populations de l'intérieur et des plateaux, empêchait la formation d'un marché stable et vraiment national. En fait, au moment où s'ouvre l'ère du chemin de fer, il faut parler d'Espagnes au pluriel, car le pays est encore composé de multiples royaumes, comme au temps de la Reconquête.
- 26 Perpiñá dit avec raison que la construction d'une route ne supprime pas la misère. Certes ! Mais ce qu'une route ne peut faire, des échanges réels à l'intérieur du pays le peuvent. Est-ce toujours la faute de l'orographie ?
- 27 Enfin, bien des gens pensent que l'Espagne ne peut plus nourrir la masse croissante de ses habitants. L'Espagne a un pourcentage très bas de population active. À peine 40 % de la population totale travaillent. (Ces chiffres sont souvent faussés par le fait qu'ils ne tiennent pas compte du grand nombre de femmes qui accomplissent des travaux agricoles saisonniers.) Le revenu national s'élève à plus de 1 200 pesetas par personne. Nous ne croyons pas davantage à l'infailibilité de ces chiffres⁷ mais nul ne peut affirmer sérieusement qu'ils ne seraient pas suffisants pour nourrir la population espagnole. Le jour où la vie économique nationale sera libérée de l'égoïsme qui l'entrave et la sclérose depuis des siècles, croit-on que les paysans galiciens partiront encore pour l'Amérique du Sud et que tant de jeunes Espagnols se laisseront prendre au mirage de la vie de l'autre côté des Pyrénées ?
- 28 Les dirigeants du régime se vantent souvent de ce qu'ils appellent pompeusement l'expansion économique. Certes, la sidérurgie s'est développée, mais elle répond mieux aux commandes de l'état et de l'étranger qu'aux besoins nationaux. L'industrie chimique et électrique n'a pas rattrapé le niveau minimum nécessaire. Et même en tenant compte de l'importante industrie de l'aluminium, qui est sous le contrôle de la Banque Centrale, on doit constater la grande misère de l'économie espagnole. Il est singulier d'entendre en même temps proclamer les succès de l'expansion et déplorer la pauvreté inexorable. Mais les hommes d'Espagne ne se résignent plus aussi facilement à une misère violemment contredite par la richesse de quelques-uns. C'est pourquoi la propagande commence à parler « d'une meilleure distribution du revenu national ». Mais quels sont les faits annonciateurs de cette distribution nouvelle ? La hausse dérisoire des salaires, due à l'intervention directe de l'état, et faite sur le dos des contribuables, la dévaluation partielle de la peseta, opérée par le détour d'un nouveau taux d'échange avec la peseta-or pour les droits de douane, sont aussi des trompe-l'œil. On donne ici de la main gauche ce qu'on reprend de la droite. La direction de la Banque Urquijo, faisant preuve de plus de sincérité, parle d'augmenter « la productivité des ouvriers » si l'on veut une nouvelle distribution du revenu. Car les banquiers n'ont pas l'intention de perdre si peu que ce soit.

- 29 Certes, l'« expansion » continue. L'état possède l'Institut National de l'Industrie, ensemble d'entreprises industrielles, certaines propriétés de l'état, les autres mixtes. L'état fait effectivement des investissements pour ses industries sidérurgiques, pétrolières, automobiles, navales, industries qui sont à leur tour clientes des grandes compagnies et leurs fournisseurs. Rien ne sort du cercle séculaire des profiteurs de la nation. Et le budget de la nation, qui avait augmenté de 28 % de
- 30 1953 à 1954, a monté cette année de 66,6 %, sans que le revenu national se soit accru dans des proportions analogues. Pour parler d'expansion économique, il faut beaucoup plus que de l'optimisme : de l'aveuglement.
- 31 L'Espagne n'est ni plus riche ni plus pauvre que bien d'autres pays qui ont réussi à relever leur niveau de vie et leur puissance économique. Le relèvement du niveau de vie de la population espagnole est nécessaire, car il permettrait un véritable marché national.
- 32 La réforme radicale des structures agraires périmées, de la politique fiscale, de la politique budgétaire (40 % du budget actuel est consacré à la dépense militaire et policière) peuvent ouvrir une nouvelle ère à l'histoire d'Espagne. Ce marché intérieur aiderait à la création d'une industrie vraiment nationale, libérée des étreintes de la grande banque privée. Pour moderniser l'agriculture et l'industrie, les investissements sont possibles, car en Espagne seulement 13 % du revenu national est consacré aux investissements (dont les 48 % sont fournis par l'état). Il faut dégeler la fortune privée. Il n'est pas nécessaire d'appeler au secours les crédits étrangers car les possibilités essentielles du redressement économique se trouvent dans le pays même. L'Espagne aurait besoin d'une aide réelle, certes, mais plus technique que financière, et qui ne se paye pas en monnaie d'indépendance nationale.
- 33 Une nouvelle structure de l'économie espagnole aurait pour conséquence des changements décisifs dans son commerce extérieur. Mais sans voir si loin, l'Espagne pourrait en attendant améliorer son industrialisation, échanger des produits agricoles contre l'outillage industriel et le pétrole, cesser d'être le satellite économique d'un pays trop intéressé à placer ses surplus agricoles et ses capitaux. L'utilisation rationnelle des produits nationaux permettrait de renouveler la flotte marchande –la plus vieille d'Europe– et de ne plus dépendre de la flotte étrangère.
- 34 Ce faux malheur séculaire de l'Espagne, il faut bien savoir qu'il peut finir. Et finir aussi la fausseté des rapports humains qui le maintiennent. Perpiñá lui-même reconnaît que « l'infrastructure peut être modifiée par l'homme » et que « la technique est un facteur important pour modifier l'infrastructure ». Il faut mettre l'Espagne au xx^e siècle. Depuis la grotte de Covadonga, où se sont rassemblées au viii^e siècle les forces de la Reconquête, l'Espagne n'a que trop souffert des nobles et des évêques, des ambitieux qui se couvrent en prononçant le nom de la patrie. Cette patrie est à faire. Elle sera faite par les volontés réconciliées des gens d'Espagne.

NOTES

1. Voir notamment : *De estructura económica y economía hispana*, Madrid, 1952.
2. J. veLarDe, *Sobre la decadencia económica de España*, Ediciones Guía, 1951 ; J. pLaza, « De economía », n° 25-26, Madrid, 1958, page 550 et suivantes.
3. Précisons que ces données d'investissement comprennent la « reproduction », c'est-à-dire qu'il s'agit seulement des investissements dits « nets ». Higinio parís eGuiLaz, *Inversiones y desarrollo económico de España*, Madrid, 1956, pages 67 à 100.
4. Sur un ensemble de 9 214 communes, plus de 8 000 sont des communes rurales, avec une population d'environ 18 millions d'habitants sur une population totale de 29 millions.
5. *Geografía económica de España*, Ed. Teide, Barcelone, 1955.
6. L'agriculture représente 44 % de la production, 55 % de l'exportation, 49 % de la population active, mais seulement 30 % du revenu national. D'après une étude de l'Institut catholique social Léon XIII, le salaire réel de l'ouvrier agricole en 1954 était 60 % de celui de 1936.
7. Pour établir le revenu national, on comptabilise des travaux non productifs sous la terminologie « création des biens et services ». De plus, l'état artisanal de la recherche permet difficilement de distinguer la reproduction et la production des nouvelles valeurs, avec le risque de confondre revenu et produit social total.